

Rossi  
A. ROSSI

TDV İSAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2C.2738

**AUTOPSIE  
DU  
STALINISME**

**AVEC LE TEXTE INTÉGRAL DU RAPPORT KHROUCHTCHEV**

**POSTFACE DE**

**Denis de Rougemont**

**ÉDITIONS PIERRE HORAY**

1957

AUTOPSIE  
DU  
STALINISME

PH

ÉDITIONS  
PIERRE  
HORAY

# AUTOPSIE DU STALINISME

Le rapport **Khrouchtchev** — témoignage capital pour comprendre l'histoire de ces dernières années — est venu confirmer de façon éclatante les tares du régime soviétique, que les connaisseurs de l'U. R. S. S. dénonçaient depuis des années au milieu d'une relative indifférence, et permet de réviser l'histoire de la Russie stalinienne à la lumière de sources restées jusque-là inaccessibles.

Mais son intérêt n'est pas seulement rétrospectif. Expression d'une crise politique, il a lui-même mis tout en branle dans l'univers communiste. Il est une des causes directes des bouleversements en Pologne et de la Révolution hongroise.

Il reste donc plus que jamais actuel. La présente édition est la première à situer ce rapport Khrouchtchev — dont la traduction a été très soigneusement vérifiée — dans un large contexte historique qui lui donne sa véritable portée. Nul n'était plus qualifié que M. A. Rossi, tant par son expérience personnelle du monde communiste que par l'étendue et la sûreté de son information, pour passer, page par page, au crible d'un scrupuleux examen critique, ce document aussi saisissant par ses aveux que par ses lacunes et ses artifices.

Cette **Autopsie du stalinisme**, rigoureux et passionnant précis d'histoire sur un despote défunt, aide à mieux comprendre le jeu de ses héritiers, tout comme la brillante post-face de Denis de Rougemont, qui montre la nature, les limites et l'avenir de la « déstalinisation ».

PRIX : 690 F + T. L.

**Note 73.** — Alexandre N. Poskrebychev, pendant longtemps chef du Secrétariat particulier de Staline, disposait à ce titre de pouvoirs étendus, qu'il exerçait dans les coulisses selon les indications du patron. Staline l'employait dans toutes sortes de besognes, dont il s'acquittait avec un zèle impitoyable ; c'est à lui que Staline aurait confié l'installation d'un système d'écoute qui lui permettait de suivre, d'une chambre du Kremlin, les conversations des dirigeants du Parti et des hauts fonctionnaires soviétiques. Il aurait joué au cours des épurations de la « grande purge » un rôle très actif. Candidat au Comité Central en 1924, il avait été promu effectif en 1939 et confirmé en 1952. Au XIX<sup>e</sup> Congrès il avait prononcé un discours, où, dit le résumé officiel, « il avait examiné en détail les questions ayant trait au raffermissement de la discipline à l'égard de l'Etat et du Parti et au bon choix et à la répartition des cadres ». Quant à son rôle dans la mort d'Ordjonikidze, v. la note 92. Il disparut de la scène immédiatement après la mort de Staline, et l'allusion de Khrouchtchev laisse supposer qu'il n'a pas survécu longtemps à son maître.

**Note 74.** — Cette affirmation de Khrouchtchev est entièrement gratuite, parce que toute tentative, toute aspiration des peuples allogènes vers un minimum d'autonomie réelle dans n'importe quel domaine sont flétries en U. R. S. S. comme « nationalisme bourgeois » ; imputation qui sert à justifier les formes les plus implacables d'oppression nationale et cela depuis quarante ans. D'ailleurs, le XX<sup>e</sup> Congrès a insisté pour que cette oppression soit continuée sans merci et Khrouchtchev lui-même, grand expert en la matière, a bien précisé qu'aucune initiative ne sera permise aux autres peuples, sinon « dans le cadre défini par les plans de l'économie

nationale de l'U. R. S. S. » (XX<sup>e</sup> Congrès, Edition des « Cahiers du communisme », p. 92). L'éloge de l'« Etat plurinational » a été fait souvent aussi par Staline, et particulièrement dans son discours « électoral » de 1946. Lors de la première session du Soviet Suprême, au moment de l'installation du Conseil des Nationalités, les *Izvestia* dans l'éditorial du 15 mars 1946 annonçaient : « Quarante-neuf nationalités différentes sont représentées dans cette Assemblée », et la rédaction s'empressait de préciser : « Toutefois une place spéciale est réservée au peuple russe, ce frère aîné des peuples fraternels, qui ne cesse de venir en aide aux autres peuples composant l'Union, sur le plan politique, économique et culturel » (*Bulletin de presse soviétique*, N<sup>o</sup> 13, p. 5).

Note 75. — Certaines fractions des peuples caucasiens ou d'autres peuples de confession musulmane avaient « collaboré » avec les Allemands ou étaient restées indifférentes aux appels soviétiques pendant la deuxième guerre mondiale. Elles prolongeaient de cette façon la lutte pour leur indépendance nationale et religieuse menée à plusieurs reprises contre la Russie tzariste d'abord, contre la Russie soviétique ensuite. Les chefs hitlériens, avec leur mentalité et leurs méthodes qui tendaient à faire de la Russie un pays réservé à leur colonisation et à leur exploitation, n'utilisèrent que sur une échelle minime les minorités nationales allogènes. Ainsi la « question nationale », dont les bolcheviks s'étaient servis avec tant d'habileté dès 1917 pour désagréger l'Empire tzariste, ne joua presque aucun rôle pour désagréger le régime stalinien. Pendant et après la guerre, Moscou profita de l'occasion pour liquider un certain nombre de Républiques et de Territoires autonomes, en les rayant comme unités administratives et en déportant en Sibérie et en Asie

8

centrale la totalité de leur population, soumise ainsi au « génocide » le plus total. Ainsi disparurent, selon l'énumération de Khrouchtchev, la région autonome des Karatchaï (nord du Caucase, 100.000 habitants) ; la République autonome des Kalmouks (200.000 hab.) ; la République autonome des Tchétchènes-Ingouches (600.000 hab.), dont la suppression ne sera annoncée qu'en juin 1946 ; la République autonome Kabardo-Balkare (300.000 hab.) devenue la R. A. des seuls Kabardes, les Balkars — moins nombreux — ayant été tous déportés. (Voir, pour le sort des minorités nationales, le livre fondamental de W. KOLARZ, *La Russie et ses colonies*, Paris, 1954 ; sur les vicissitudes des Tchétchènes-Ingouches, celui de A. OURALOV, *Staline au pouvoir*, pp. 172-181) et surtout l'étude du même auteur : *La suppression de deux peuples musulmans*, B. E. I. P. I., N° 94, septembre 1953. A la page 123 du livre de Kolarz, on trouve une carte des territoires autonomes soviétiques supprimés entre 1941 et 1946).

Dans son énumération, Khrouchtchev oublie : 1° la République autonome des Tartares de Crimée, qui avait été créée le 13 octobre 1921, dans le cadre de la R. S. F. S. R., et qui fut transformée en simple « région autonome » après la déportation intégrale des 200.000 Tartares en 1944. L'annonce officielle de cette suppression ne fut faite qu'en février 1946 ; cette région resta rattachée à la R. S. F. S. R. jusqu'en février 1954, date à laquelle le Presidium du Soviet Suprême décida de rattacher la région de Crimée à la République d'Ukraine ; 2° la République autonome des Allemands de la Volga, créée administrativement le 20 février 1924 (600.000 hab.) et supprimée par décret, le 28 août 1941. Tandis que sa population, communistes et non communistes, était — après une féroce épuration — déportée dans les provinces

sibériennes d'Omsk, de Novo-Sibirsk et dans la région de l'Altaï en Asie centrale, son territoire était incorporé à la province russe de Saratov, sauf une petite bande au sud, attribuée à la province de Stalingrad.

Note 76. — Khrouchtchev a, comme toujours, l'ironie un peu lourde. S'il est vrai qu'il était impossible de déporter en masse les trente millions d'Ukrainiens, il est vrai aussi que l'épuration et les déportations ont sévi en Ukraine plus que dans toutes les autres grandes régions. A partir d'une certaine période, dès le début de 1938, Khrouchtchev y a mis directement la main, comme le prouvent l'épisode de Postychev (Note 35) et surtout celui de S. Kossior (Note 42). Pays de population dense, l'Ukraine a joué un rôle important dans la colonisation de l'Eurasie, telle qu'elle s'est accomplie dans le cadre des plans quinquennaux. En outre, plus de 3.500.000 Ukrainiens habitent la région du nord du Caucase. La lutte contre le « nationalisme bourgeois », ou soi-disant tel, a exercé ses ravages surtout en Ukraine, où elle se poursuit encore aujourd'hui ; elle a été particulièrement violente entre l'été 1951 et l'automne 1952 et a trouvé son expression soit dans le XVIII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste ukrainien (septembre 1952), soit au XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti russe (octobre 1952). Un discours très orthodoxe, du style stalinien habituel, a été prononcé au XX<sup>e</sup> Congrès par le secrétaire du Parti Communiste ukrainien, A. Kritchenco, successeur en juin 1953 de Melnikov, qui aurait exagéré dans sa politique de russification de l'Ukraine et qui était « ami de Béria ». Cependant Béria a été fusillé pour avoir, entre autres crimes, « intensifié l'activité des nationalistes bourgeois ».

Note 77. — ~~Khrouchtchev ne donne aucune explica-~~

Peu avant et après la mort de Béria, il s'est produit, dans les cadres du Parti et des gouvernements des différentes républiques un véritable raz de marée, dont le sens n'est pas toujours très clair et dont il est parfois difficile de déceler la liaison explicite avec l'« affaire Béria ».

Note 79. — « Mingrélien » se rapporte à la Mingrélie, région de la Géorgie qui s'identifie avec l'ancienne Colchide et est peuplée d'environ 250.000 habitants turco-géorgiens. La conspiration « mingrélienne » dont parle Khrouchtchev aurait été pro-turque. Une entente gouvernementale ayant eu lieu en 1921 entre la Russie bolchevique et le mouvement Jeune-turc, dirigée contre l'impérialisme occidental, les revendications nationales réciproques furent mises en sourdine, comme tout ce qui pouvait gêner leurs rapports. La nouvelle Turquie s'étant laïcisée et ayant abandonné le Khalifat, son rôle de protectrice religieuse des musulmans en territoire soviétique cessa d'être mis en avant. Toute trace de « panturquisme » disparut presque entièrement, même en Azerbaïdjan, dont la population était à moitié d'origine turque. Le nationalisme géorgien s'est cependant manifesté en revendiquant des territoires restés en possession de la Turquie sur la côte de la Mer Noire ; et, après la deuxième guerre mondiale, Moscou l'a encouragé dans ce sens, du reste sans grands résultats. Dans les années 1951-1952, Moscou eut l'occasion de sévir contre les déviations « nationalistes-bourgeoises » dans le Parti Communiste géorgien, mais le prétendu complot pour une annexion à la Turquie n'était qu'un produit des faussaires de la police soviétique.

Note 80. — Trois Géorgiens : Ordjonikidze, Staline, Béria, ont suivi constamment de près, tant qu'ils ont

nikidze et Gorki ; et, pour cette raison, il sera arrêté et fusillé *avant* le procès de mars 1938, où Iagoda, Lévine et Pletnev furent accusés d'avoir assassiné ces trois personnages.

Note 84. — « Moussavat » (mot turc signifiant « Egalité ») fut au début le nom d'une société secrète révolutionnaire constituée à Bakou en 1905 afin d'obtenir pour les Musulmans de Russie l'égalité des droits avec la population russe. En 1917, ce mouvement se rallia aux Soviets, mais resta adversaire des bolcheviks. Après la Révolution d'Octobre, il se forma à Gandja, sous le nom de Parti fédéraliste démocrate turc, un autre groupement azerbaïdjanais qui fusionna avec l'ancien Moussavat ; pendant plusieurs mois la capitale, Bakou, eut son propre gouvernement soviétique (la « Commune » de Bakou), tandis que le Moussavat, installé à Gandja, contrôlait le reste du pays. Bakou tomba en 1918 ; les troupes turques avaient poussé jusque-là. Le Moussavat garda le pouvoir en Azerbaïdjan jusqu'en avril 1920. Mais après la débâcle de Denikine, la 11<sup>e</sup> Armée Rouge, guidée par Ordjonikidje et Kirov, s'étant rapprochée des frontières transcaucasiennes, entra en Azerbaïdjan, qui fut proclamée République soviétique. Depuis lors le Moussavat fut tenu responsable de tout mouvement nationaliste de la population d'origine turque. Rien ne prouve que Béria ait été un agent du Moussavat, encore que Baguirov (v. Note 78) ait été condamné, fin mars 1956, pour avoir prétendument connu ce fait depuis 1921 et ne l'avoir pas dénoncé.

Note 85. — Vieux bolchevik, responsable du Parti à Bakou pendant les années trente ; il n'est pas étonnant qu'on ait perdu toute trace de lui, puisque Snegov